

Face à la crise de l'Euro: un Fonds européen de développement social et une création monétaire de la BCE

Paul Boccara

Nous avons besoin de propositions alternatives audacieuses et cohérentes, face à la crise formidable des spéculations sur les dettes publiques européennes et de l'euro. En effet, les dispositifs mis en place par la Commission européenne, les États et le FMI, avec les plans de 110 puis de 750 milliards d'euros, en dépit de leur ampleur considérable, sont à la fois injustes et inefficaces. Ils sont même dangereux.

Trois points sont abordés :

1. La montée des critiques et exigences alternatives.
2. Une proposition fondamentale, articulant un Fonds de développement social à une autre action de la Banque Centrale européenne sur les dettes publiques.
3. Une autre construction européenne et même mondiale.

I. Montée des critiques et suggestions alternatives

Des propositions alternatives peuvent rassembler, en partant des critiques et des suggestions des syndicats, notamment la Confédération Européenne des syndicats, et des diverses forces de gauche dans l'Union européenne.

Deux axes de critiques principales concernent :

1. Des mesures qui mettent au-dessus de tout, les intérêts des créanciers et spéculateurs sur les marchés financiers, banques, fonds et assurances, à l'opposé des intérêts des peuples.
2. Des mesures d'austérité ou de rigueur sociale pesant sur les salaires, les retraites, les dépenses publiques, avec l'accroissement des impôts populaires (comme la TVA) sous prétexte de réduire les déficits et de rembourser. Tout au contraire, elles contribueront à réduire la demande et donc la croissance, contre les recettes publiques et les remboursements, en relançant les graves difficultés et les défis à l'échelle européenne et au plan mondial.

Deux axes corrélatifs de suggestions alternatives concernent :

1. L'abaissement considérable des taux d'intérêt, pour des aides véritables, comme à 1 %, à partir de la Banque Centrale européenne.
2. Des aides en priorité pour des relances des croissances réelles, fondées sur un progrès social.

Cependant, il convient de traiter rigoureusement trois dimensions : les moyens, les objectifs et les pouvoirs.

1. Pour les moyens financiers : privilégier la création monétaire de la BCE, à l'opposé de l'appel des États aux marchés financiers.
2. Pour les objectifs sociaux, privilégier non les remboursements des créanciers, mais le financement des services publics, pour une autre croissance fondée sur le développement social.
3. Pour les pouvoirs : développer une démocratie d'interventions participatives et internationaliste, à l'opposé du renforcement de la domination de la Commission et des chefs d'État et de gouvernements, sous prétexte de renforcer la gouvernance européenne.

II. Une proposition alternative fondamentale

Cette proposition, soumise au débat, concerne donc trois dimensions :

1. Une mixité de financement à prédominance publique et sociale. Il s'agit de faire prédominer la création monétaire de la Banque Centrale Européenne, pour qu'elle prenne des titres de dette publique des différents États, avec des taux d'intérêt très bas, voire nuls, et sans remboursement, en dons. On ferait reculer ainsi la poursuite du recours aux marchés financiers, et leurs exigences.

Ensuite, la BCE devrait refinancer les banques pour un autre crédit pour les investissements à des taux d'intérêt d'autant plus abaissés, jusqu'à zéro, qu'ils sont accompagnés d'emplois.

2. L'institution d'un **Fonds européen de développement social**, à l'opposé du Fonds de stabilisation financière.

Ce Fonds de développement social contribuerait à organiser l'utilisation des sommes obtenues par les rachats ou même des achats de titres publics nationaux par la BCE, en relation avec les programmes d'émission de titres publics et leur prise éventuelle par le Fonds. Au-delà des remboursements de dettes, cela concernerait bien plus une expansion des services publics, classiques et nouveaux, (des personnes âgées à l'écologie). Et cela, pour des développements, dans chaque pays et en coopération, fondés sur le progrès social, avec tout particulièrement l'essor de la formation et de la recherche.

Il privilégierait les pays en difficulté, avec des coopérations de solidarité, pour améliorer notamment leurs capacités et leur productivité. Il bénéficierait aussi de taxations des transactions financières et des banques. Il opposerait au Pacte de stabilité, un Pacte d'expansion des dépenses publique d'efficacité sociale.

3. Un contrôle de démocratie participative et internationaliste du Fonds de développement social et de la BCE. Ce contrôle inclurait, avec des concertations internationales, des députés des parlements nationaux et du Parlement européen, des représentants du Comité économique et social européen, des syndicats, des services publics et aussi des pouvoirs d'intervention depuis les entreprises, les services publics, les localités, pour les travailleurs, les usagers et les citoyens.

III. Une autre construction européenne et mondiale

À partir des luttes immédiates de résistance aux plans d'austérité sociale et de leur convergence, il s'agit d'exiger, dans chaque pays et avec des coopérations européennes, des relances et développements fondés sur le progrès social. Il s'agit d'aller vers une autre construction européenne, pour une avancée du modèle social européen, de portée révolutionnaire, vers une autre civilisation de liberté de chacun dans la solidarité et les partages.

- À l'opposé de l'hyper-délégation des pouvoirs à la Commission européenne et au Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement, l'importance d'une démocratisation appuyée, non seulement sur des co-décisions des parlements européens et nationaux, mais aussi sur les interventions citoyennes depuis le plan local.

- À l'opposé de la rentabilité financière et des privatisations, l'expansion de services publics profondément démocratisés et coopérants, avec des critères d'efficacité sociale et sociétale. Et tout particulièrement l'exigence de Services publics du crédit et des contrôles publics sur les banques, Fonds et assurances, avec en France un pôle public financier et des nationalisations.

- À l'opposé des pressions de la concurrence et pour les dépasser, des décentralisations des services

publics, des comparaisons de leur efficacité sociale et des coopérations pour utiliser les meilleurs moyens et exemples.

Enfin l'avancée vers cette nouvelle construction européenne, peut être reliée aux luttes pour une autre construction mondiale, face notamment à l'exacerbation de l'hégémonie des États-Unis et au besoin de coopérer avec les pays émergents et en développement.

Il s'agirait surtout d'une transformation radicale du FMI, avec encore la triple dimension :

1. Nouvelle création monétaire, avec une monnaie commune mondiale, à l'opposé du dollar, à partir des



Droits de tirages spéciaux du FMI et adossée à différentes monnaies zonales comme l'euro ou le « sucre » d'Amérique Latine.

2. Refinancement par le FMI, des Banques centrales nationales et zonales, pour l'emploi, et pour des services publics coopérants en des Services et Biens communs publics de l'humanité.

3. Démocratisation profonde des décisions du FMI avec la suppression de la minorité de blocage des États-Unis sur les votes importants, et avec l'articulation des décisions à des interventions décentralisées et concertées aux différents niveaux : local, national, zonal et mondial.

L'organisation nécessaire des solidarités de luttes des peuples européens, ne peut se limiter à critiquer les mesures d'austérité sociale. J'espère que nous pourrions débattre, au contraire, pour nous rapprocher, sur des propositions institutionnelles précises au cœur du système, au plan monétaire et financier, à l'appui de nouveaux pouvoirs, pour promouvoir, contre les dominations nationales et des marchés, une véritable Europe sociale avec une véritable Union de nations associées. Pour des luttes unies dans ce sens, nous pouvons dire avec nos camarades grecs : peuples d'Europe levez vous! ■